



Projet

Vers un consensus sociétal





Comment impliquer la population dans l'élaboration de la politique énergétique

Une politique environnementale réussie nécessite l'acceptation de la société. C'est pourquoi des chercheurs ont étudié comment mieux impliquer la population dans les processus de politique énergétique.



Une meilleure implication de la population rendrait la politique énergétique plus efficace. *Source* : Shutterstock





En un coup d'œil

- Les consommatrices et consommateurs sont en même temps des citoyennes et des citoyens. Selon le rôle qu'ils endossent, leur vision et leur appréciation de la politique énergétique n'est pas la même.
- Pour impliquer les gens dans le processus politique, il convient de s'adresser à eux et de les prendre au sérieux dans les deux rôles.
- Le résultat est meilleur lorsqu'on associe le débat sur la politique énergétique à des thématiques comme la qualité de vie ou la justice, plutôt que de se focaliser exclusivement sur les conséquences environnementales.

Les milieux politiques et scientifiques auront beau s'évertuer à trouver de nouvelles solutions, dans une démocratie comme la Suisse, l'implication de la population est incontournable. Ni une loi sur l'environnement, ni aucune autre mesure n'ont d'intérêt si elles sont rejetées par les urnes ou ne sont pas appliquées au quotidien.

C'est pourquoi des chercheurs de l'Université de Bâle ont voulu savoir comment gagner l'adhésion de la société pour des mesures de politique énergétique.



Appréciation variable selon la perspective

Une des conclusions majeures de l'étude est que les gens n'ont pas toujours la même vision des mesures de politique énergétique. En effet, ils jouent au sein de la société un double rôle de consommateurs et de citoyens.

Quiconque considère les mesures de politique énergétique du point de vue d'un consommateur, tient compte de sa propre expérience : il ou elle est attentif aux répercussions des mesures sur divers aspects de la vie, à leur impact potentiel sur sa qualité de vie et aux ressources qui sont à sa disposition. Du point de vue d'un citoyen au contraire, le souci principal est l'influence des mesures de politique énergétique sur le bien-être d'autrui, leur équité et leur aptitude à préserver la nature. En tant que citoyennes et citoyens, les gens ne pensent donc pas d'abord à eux-mêmes.

Telles sont les conclusions auxquelles sont arrivés les chercheurs au terme de 48 entretiens. Pour étudier la perspective du consommateur, les personnes interrogées ont été invitées à représenter les conséquences d'une mesure de politique énergétique grâce à la méthode « futures wheel ». Cette dernière constitue une sorte de carte mentale permettant de visualiser les conséquences directes et indirectes de futures décisions et mesures.

La seconde partie de l'entretien visait à étudier la perspective du citoyen. À cet effet, les répondants ont pris part à une votation fictive sur la mesure à propos de laquelle ils avaient préalablement dessiné une « futures wheel ». On leur a par exemple demandé s'ils seraient favorables à une augmentation du prix de l'essence à 5 francs le litre. Les personnes interrogées devaient ensuite justifier leur choix.

L'augmentation notable du prix de l'essence est une des trois mesures de politique énergétique qui avaient été sélectionnées pour l'étude suite à deux discussions de groupe avec des experts. Les deux autres étaient un fort développement des transports publics et une gestion globale des places de stationnement.



Implication précoce de la population

L'étude a conclu que la méthode « futures wheel » était appropriée pour examiner de façon approfondie des aspects de politique énergétique du point de vue des consommatrices et des consommateurs. Initialement, la majorité des personnes interrogées a uniquement pensé aux conséquences directes d'une mesure. Ce n'est que dans un deuxième temps que les effets indirects potentiels leur sont apparus et qu'ils ont envisagé d'autres aspects de la vie pouvant être concernés. La méthode « futures wheel » les a donc aidés à mieux comprendre l'impact potentiel d'une décision politique sur leur propre vie.

Cette méthode pourrait jouer un rôle dans le développement de nouvelles mesures de politique énergétique : lors de l'élaboration des mesures, elle permettrait par exemple de prendre en compte de façon précoce et structurée les préoccupations des consommatrices et des consommateurs.

Selon les auteurs de l'étude, pour intégrer la méthode au processus d'élaboration des politiques, deux conditions doivent être remplies : au lieu de se limiter à des entretiens individuels, la méthode devrait également être employée pour mener une réflexion commune en groupes. La méthode est bien adaptée à cet usage. Par ailleurs, la méthode doit convenir à ceux qui jouent un rôle déterminant dans la planification et la mise en œuvre des processus d'élaboration des politiques. D'après l'expérience des chercheurs, ceci semble être le cas.



Priorité à la qualité de vie, pas à l'environnement

Une autre conclusion de l'étude donne à réfléchir : les Suissesses et les Suisses n'ont pas nécessairement le sentiment de faire partie intégrante d'un processus de décision sociétal. De même, en tant que citoyennes et citoyens, ils ne se sentent pas conviés à prendre part au débat sur la politique énergétique. Cela démontre qu'il ne suffit pas d'avoir le droit de voter régulièrement et de savoir comment fonctionne le système politique.

Pour changer cela, les chercheurs proposent des mesures visant à développer les compétences civiques et la participation discursive des adultes. Même des conversations brèves peuvent être conçues de manière à avoir un impact. Les activités de ce type sont bien perçues et sont attrayantes si elles visent à faciliter l'apprentissage individuel et mutuel, ainsi que l'échange et une discussion objective.

Quant aux aspects à placer au premier plan, ils découlent de l'étude des perspectives respectives du citoyen et du consommateur, qui a démontré que les questions de qualité de vie et d'équité étaient prioritaires dans les deux cas.

C'est pourquoi, l'équipe de recherche suggère de mettre l'accent sur les questions de qualité de vie. Ceci contredit l'idée largement répandue que, pour améliorer l'acceptation sociale des mesures de politique énergétique, une meilleure information sur les ressources naturelles et les conséquences sur l'environnement serait primordiale.

Mettre l'accent sur la qualité de vie permet de tenir compte des gens et de leur avis, sans que ceux-ci n'oublient la nature. Les résultats de l'étude ont montré que l'environnement jouait également un rôle important lorsque la qualité de vie était au centre du débat sur les mesures de politique énergétique.



Produkte aus diesem Projekt

- « These Grandmas Drove Me Mad. It Was Brilliant ! »—Promising Starting Points to Support Citizen Competence for Sustainable Consumption in Adults
Date de publication: 01.01.18
- Nachgefragt bei Patricia Holm, Rico Defila und Antonietta Di Giulio
« Akzeptanz geht aus gesellschaftlicher Diskussion hervor »
Date de publication: 01.01.18
- Exploring ways towards societal consensus
Date de publication: 01.01.18
- Wege zu einem gesellschaftlichen Konsens : Wahrnehmung und Bewertung energiepolitischer Massnahmen
Date de publication: 01.01.18
- Futures Wheel – Methode zur Zukunfts-Exploration Eine Einführung
Date de publication: 01.01.18
- Konsument/in oder Bürger/in : Energiepolitik mit wem und für wen ?
Date de publication: 01.01.18
- Futures Wheel – Methode zur Zukunftsexploration. Einführung, Präsentation und Erfahrungsberichte.
Date de publication: 01.01.18
- Two souls are dwelling in my breast : uncovering how individuals in their dual role as consumer-citizen perceive future energy policies
Date de publication: 19.06.19



Energie

Programmes nationaux de recherche 70 et 71

Team & Kontakt

Prof. Dr. Patricia Holm

Departement Umweltwissenschaften Programm Mensch-Gesellschaft-Umwelt Universität
Basel

Vesalgasse 1

4051 Basel

+41 61 207 04 02

patricia.holm@unibas.ch



Patricia Holm
Gesuchstellerin



Antonietta Di Giulio
Projektleitung

Le contenu de ce site représente l'état des connaissances au
31.05.2019.